

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 403

[S-C — 27022]

11 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant les modalités du transfert à la Société régionale wallonne du Logement, à l'Office wallon de Développement rural et aux Services de l'Exécutif régional wallon, du personnel transféré de la Société nationale du Logement et de la Société nationale terrienne à la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment l'article 36;

Vu le décret du 28 février 1991 instituant l'Office wallon de Développement rural, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 juillet 1990 portant fixation du cadre organique de la Société régionale wallonne du Logement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 octobre 1990 portant délégation de pouvoirs sur le personnel, les missions, les biens, les droits et obligations transférés de la Société nationale terrienne à la Région wallonne;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 octobre 1990 portant délégation de pouvoirs sur le personnel, les biens, les droits et obligations transférés de la Société nationale terrienne à la Région wallonne;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 juin 1991 fixant le cadre du personnel de l'Office wallon de Développement rural;

Vu l'accord du Ministre national qui a la Fonction publique dans ses attributions;

Vu l'accord du Ministre qui a la Fonction publique régionale dans ses attributions;

Vu l'accord du Ministre qui a le Budget dans ses attributions;

Vu le protocole n° 53 du Comité de secteur n° XVI;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la loi du 28 décembre 1984 a fixé le principe de la dissolution de la Société nationale du Logement et de la Société nationale terrienne, ainsi que celui du transfert de certains agents de ces organismes à la Région wallonne;

Considérant qu'en vertu du principe d'équité, il convient que l'Exécutif fixe sans délai les modalités du transfert de ces agents, modalités qui, seules, permettront la réalisation effective de celui-ci auprès des pararégionaux institués pour les accueillir;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale, du Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles et du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la S.R.W.L. : la Société régionale wallonne du Logement;

2° l'O.W.D.R. : l'Office wallon de Développement rural;

3° la S.N.L. : la Société nationale du Logement;

4° la S.N.T. : la Société nationale terrienne;

5° les membres du personnel de la S.N.L. : les membres du personnel de la S.N.L. transférés à la Région wallonne par l'arrêté royal du 27 juillet 1990;

6° les membres du personnel de la S.N.T. : les membres du personnel de la S.N.T. transférés à la Région wallonne par l'arrêté royal du 27 juillet 1990.

Art. 2. § 1er. Les membres du personnel de la S.N.L. sont transférés à la S.R.W.L.

§ 2. Les membres du personnel de la S.N.T. sont transférés à l'O.W.D.R.

§ 3. Les membres du personnel qui en font la demande sont transférés sur un emploi du cadre organique des Services de l'Exécutif régional wallon.

§ 4. Les membres du personnel de la S.N.T. qui en font la demande sont transférés à la S.R.W.L. De même, les membres du personnel de la S.N.L. qui en font la demande sont transférés à l'O.W.D.R.

§ 5. Pour l'application des §§ 3 et 4 du présent article, le secrétaire général du Ministère de la Région wallonne invite, par ordre de service adressé par lettre recommandée à la poste, les membres du personnel à lui communiquer, dans les mêmes formes et dans les trente jours de l'envoi de cette lettre, s'ils demandent à être transférés, suivant le cas, dans un emploi du cadre organique des Services de l'Exécutif régional wallon, de la S.R.W.L. ou de l'O.W.D.R.

Art. 3. § 1er. Lorsque les procédures de transfert prévues à l'article 2 sont terminées, les membres du personnel qui possèdent la qualification requise sont classés, en vue de leur affectation au sein de chaque organisme ou Ministère, par grade dans l'ordre ci-après et transférés dans cet ordre à un emploi correspondant à leur grade :

1° les agents définitifs;

2° les stagiaires;

3° les agents nommés à titre temporaire;

4° les membres du personnel engagés par contrat de travail.

§ 2. Dans chacun des groupes énumérés au § 1er, les membres du personnel sont classés comme suit :

1° le membre du personnel dont l'ancienneté de niveau est la plus grande;

2° à égalité d'ancienneté de niveau, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

L'ancienneté de service du membre du personnel qui n'a pas la qualité d'agent définitif comporte le temps pendant lequel il a, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, fait partie de la S.N.L. ou de la S.N.T. comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

Art. 4. § 1er. Les transferts visés à l'article 2 ne constituent pas des nouvelles nominations ni des transferts au sens du statut du personnel.

Les membres du personnel transférés conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative et pécuniaire. Sans préjudice des dispositions du § 2, ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient à la S.N.L. ou la S.N.T. conformément à la réglementation qui les leur octroyait.

Ils conservent les avantages du service social jusqu'à la date où ils peuvent bénéficier, à la S.R.W.L., à l'O.W.D.R. ou dans les Services de l'Exécutif, selon le cas, des avantages du service social.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel était chargé de l'exercice d'une fonction supérieure à la S.N.L. ou à la S.N.T., il est uniquement tenu compte pour son transfert de son grade statutaire. Si, à la S.R.W.L., à l'O.W.D.R. ou dans les Services de l'Exécutif, il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée à la S.N.L. ou à la S.N.T., il est censé poursuivre l'exercice de la fonction antérieure pour l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

§ 3. Les agents soumis à l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat conservent après leur transfert le dernier signalement qui leur a été attribué.

Ce signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement.

Si, à la date de son transfert en vertu du présent arrêté, un agent a introduit une demande en révision de son signalement, la procédure est poursuivie dans son nouveau service.

Les dispositions des alinéas premier et trois sont également applicables aux agents du niveau 4 qui font l'objet d'une mention défavorable.

§ 4. Les agents définitifs conservent après leur transfert les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade organisé par la S.N.L. ou par la S.N.T.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen dans leur nouveau service.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

Art. 5. Les Ministres qui ont la Fonction publique régionale, le Logement et le Remembrement des biens ruraux dans leurs attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 403

[S-C — 27022]

11. JULI 1991. -- Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung der Modalitäten, gemäß denen das von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbau-förderung in die Wallonische Region versetzte Personal von der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien, dem Wallonischen Amt für Ländliche Entwicklung und den Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive übernommen wird

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1990 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 87, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien, insbesondere des Artikels 30;

Aufgrund des Dekrets vom 28. Februar 1991 zur Errichtung des Wallonischen Amtes für Ländliche Entwicklung, insbesondere des Artikels 7;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Juli 1990 zur Festlegung des Stellenplans der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Oktober 1990 zur Übertragung von Befugnissen bezüglich des Personals, der Güter, der Rechte und Verpflichtungen, die aus der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauauförderung zur Wallonischen Region transferiert werden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Oktober 1990 zur Übertragung von Befugnissen bezüglich des Personals, der Güter, der Rechte und Verpflichtungen, die aus der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und aus der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauauförderung zur Wallonischen Region transferiert werden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Juni 1991 zur Festlegung des Stellenplans des Personals des Wallonischen Amtes für Ländliche Entwicklung;

Aufgrund des Einverständnisses des nationalen Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Regionale Öffentliche Dienst gehört;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Protokolls Nr. 53 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1990;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß das Gesetz vom 28. Dezember 1984 das Prinzip der Auflösung der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Entwicklung sowie das Prinzip der Übernahme gewisser Bediensteten dieser Einrichtungen durch die Wallonische Region festgelegt hat;

In der Erwägung, daß die Exekutive aufgrund des Billigkeitsprinzips unverzüglich die Modalitäten der Versetzung dieser Bediensteten bestimmen sollte; nur diese Modalitäten werden die effektive Durchführung der Versetzung dieser Bediensteten in die zu ihrer Aufnahme errichteten halbregionalen Einrichtungen ermöglichen;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst, des Ministers der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Entwicklung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen, und des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

- 1° S.R.W.L. : die Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien;
- 2° O.W.D.R. : das Regionale Amt für Ländliche Entwicklung;
- 3° S.N.L. : die Nationale Wohnungsbaugesellschaft;
- 4° S.N.T. : die Nationale Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauauförderung;
- 5° die Mitglieder des Personals der S.N.L. : die Mitglieder des Personals der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft, die durch den Königlichen Erlaß vom 27. Juli 1990 von der Wallonischen Region übernommen worden sind;
- 6° die Mitglieder des Personals der S.N.T. : die Mitglieder des Personals der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauauförderung, die durch den Königlichen Erlaß vom 27. Juli 1990 von der Wallonischen Region übernommen worden sind.

Art. 2. § 1. Die Mitglieder des Personals der S.N.L. werden in die S.R.W.L. versetzt.

§ 2. Die Mitglieder des Personals der S.N.T. werden in das O.W.D.R. versetzt.

§ 3. Die Mitglieder des Personals, die einen entsprechenden Antrag stellen, werden in eine Stelle des Stellenplans der Dienststellen der Wallonischen Region versetzt.

§ 4. Die Mitglieder des Personals der S.N.T., die einen entsprechenden Antrag stellen, werden in die S.R.W.L. versetzt. Genauso werden die Mitglieder des Personals der S.N.L., die einen entsprechenden Antrag stellen, in das O.W.D.R. versetzt.

§ 5. Für die Anwendung von § 3 und von § 4 des vorliegenden Artikels fordert der Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region die Mitglieder des Personals durch eine eingeschriebene Dienst-anweisung auf, ihm auf die gleiche Weise binnen dreißig Tagen nach Versand des Einschreibens mitzutellen, ob sie, je nach Fall, in eine Stelle des Stellenplans der Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive, der S.R.W.L. oder des O.W.D.R. versetzt werden möchten.

Art. 3. § 1. Wenn die in Artikel 2 vorgesehenen Versetzungsverfahren beendet sind, werden die Mitglieder des Personals, die die erforderliche Befähigung haben, im Hinblick auf ihre Zuteilung innerhalb jeder Einrichtung bzw. jedes Ministeriums nach Dienstgrad in nachstehender Reihenfolge eingeordnet und in dieser Reihenfolge in eine ihrem Dienstgrad entsprechende Stelle versetzt :

1. die festangestellten Bediensteten.
 2. die Bediensteten auf Probe
 3. die Bediensteten auf Zeit
 4. die durch einen Arbeitsvertrag eingestellten Personalmitglieder.
- § 2. In jeder der in § 1 aufgezählten Gruppen werden die Mitglieder des Personals wie folgt eingeordnet :
1. das Mitglied des Personals mit dem höchsten Dienstalter in der betreffenden Stufe
 2. bei gleichem Dienstalter in der betreffenden Stufe, das Mitglied des Personals mit dem höchsten Dienstalter

3. bei gleichem Dienstalder, das älteste Mitglied des Personals.

Das Dienstalder des Mitglieds des Personals, das kein festangestellter Bediensteter ist, umfaßt die Zeit, in der es in irgendeiner Eigenschaft und ohne freiwillige Unterbrechung als Inhaber eines Postens mit vollständigen Dienstleistungen der S.N.L. oder der S.N.T. angehört hat.

Art. 4. § 1. Die in Artikel 2 erwähnten Versetzungen sind keine neuen Ernennungen und keine Versetzungen im Sinne des Statuts des Personals.

Die versetzten Mitglieder des Personals behalten ihre Eigenschaft, ihren Dienstgrad, ihr dienstrechtliches und Besoldungsdienstalter. Unbeschadet der Bestimmungen von § 2 behalten sie auch die Zulagen, die Vergütungen oder die Prämien und die anderen Vorteile, die sie bei der S.N.L. oder der S.N.T. gemäß der Regelung erhielten, die sie ihnen gewährte.

Sie behalten die Vorteile des Sozialdienstes bis zum Zeitpunkt, wo sie die Vorteile des Sozialdienstes, je nach Fall, bei der S.R.W.L., dem O.W.D.R. oder in den Dienststellen der Exekutive erhalten können.

§ 2. Wenn ein Mitglied des Personals bei der S.N.L. oder der S.N.T. mit der Ausübung eines höheren Amtes betraut war, wird für seine Versetzung nur sein statutarischer Dienstgrad berücksichtigt. Wenn das Personalmitglied bei der S.R.W.L., dem O.W.D.R. oder in den Dienststellen der Exekutive gleich nach seiner Versetzung und ohne Unterbrechung wieder mit der Ausübung des gleichen höheren Amtes wie desjenigen betraut wird, das diese Person bei der S.N.L. oder der S.N.T. ausgeübt hat, geht man davon aus, daß sie für die Anwendung des Königlichen Erlasses vom 8. August 1983 über die Ausübung eines höheren Amtes in den Staatsverwaltungen die Ausübung des vorherigen Amtes fortführt.

§ 3. Die Bediensteten, die dem Königlichen Erlaß vom 7. August 1939 zur Organisation der Beurteilung und der Laufbahn der Staatsbediensteten unterliegen, behalten nach ihrer Versetzung die letzte Beurteilung, die ihnen erteilt worden ist.

Diese Beurteilung bleibt gültig bis zur Erteilung einer neuen Beurteilung.

Wenn ein Bediensteter zum Zeitpunkt seiner Versetzung aufgrund des vorliegenden Erlasses eine Revision seiner Beurteilung beantragt hat, wird das Verfahren in seinem neuen Dienst weitergeführt.

Die Bestimmungen der Absätze 1 und 3 gelten auch für die Bediensteten der Stufe 4, die eine ungünstige Bewertung erhalten haben.

§ 4. Die festangestellten Bediensteten behalten nach ihrer Versetzung die Ansprüche auf die Beförderung, die sie nach Bestehen eines Auswahlverfahrens für die Zulassung zur höheren Stufe oder einer durch die S.N.T. oder die S.N.L. organisierte Beförderungsprüfung erhalten haben.

Für die Einstufung der Bediensteten, die dieses Auswahlverfahren bzw. diese Prüfung bestanden haben, geht man davon aus, daß sie in ihrem neuen Dienst daran teilgenommen haben.

Wenn die Protokolle über die Auswahlverfahren zum gleichen Zeitpunkt abgeschlossen worden sind, werden die erfolgreichen Teilnehmer untereinander eingestuft, als ob sie am selben Auswahlverfahren teilgenommen hätten.

Wenn die Protokolle über die Auswahlverfahren zu verschiedenen Zeitpunkten abgeschlossen worden sind, wird der Vorrang den Bediensteten gegeben, die das Auswahlverfahren bestanden haben, für das das Protokoll zum ältesten Zeitpunkt abgeschlossen worden ist.

Art. 5. Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich der Regionale Öffentliche Dienst, das Wohnungswesen und die Flurbereinigung von ländlichem Eigentum gehören, sind jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Juli 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der ländliche Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen,

E. HISMANS

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Région,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 403

[S-C — 27022]

11 JULI 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de modaliteiten van de overdracht naar de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting, de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling en naar de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve, van het personeel van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en van de Nationale Landmaatschappij overgedragen naar het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting, inzonderheid op artikel 36;

Gelet op het decreet van 28 februari 1991 houdende oprichting van de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de organieke personeelsformatie van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 oktober 1990 houdende delegatie van bevoegdheid op het personeel, de opdrachten, goederen, rechten en verplichtingen overgedragen van de Nationale Landmaatschappij aan het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 oktober 1990 houdende delegatie van bevoegdheid op het personeel, de opdrachten, goederen, rechten en verplichtingen overgedragen van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en van de Nationale Landmaatschappij aan het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 juni 1991 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling;

Gelet op de instemming van de Nationale Minister tot wiens bevoegdheden het Openbaar Ambt behoort;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden het Gewestelijk Openbaar Ambt behoort;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op het protocol nr. 53 van het Sectorcomité nr. XVI;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1990, 16 juni 1990 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat de wet van 28 december 1984 het beginsel van de afschaffing van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en van de Nationale Landmaatschappij vastgesteld heeft, alsook dat van de overdracht van sommige agenten van deze instellingen naar het Waalse Gewest;

Overwegend dat billijkheidshalve, de Executieve de overdrachtsmodaliteiten van deze agenten onverwijld dient vast te stellen en dat enkel deze modaliteiten de werkelijke verwezenlijking van de overdracht toelaat naar de pararegionale instellingen die opgericht zijn om hen op te vangen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt, van de Minister voor Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden en van de Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° de S.R.W.L. : de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting;

2° de O.W.D.R. : de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling;

3° de N.M.H. : de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting;

4° de N.L.M. : de Nationale Landmaatschappij;

5° de personeelsleden van de N.M.H. : de personeelsleden van de N.M.H. overgedragen naar het Waalse Gewest bij het koninklijk besluit van 27 juli 1990;

6° de personeelsleden van de N.L.M. : de personeelsleden van de N.L.M. overgedragen naar het Waalse Gewest bij het koninklijk besluit van 27 juli 1990.

Art. 2. § 1. De personeelsleden van de N.H.M. worden naar de S.R.W.L. overgedragen.

§ 2. De personeelsleden van de N.L.M. worden naar de O.W.D.R. overgedragen.

§ 3. De personeelsleden, die het vragen, worden overgebracht naar een betrekking van de organieke personeelsformatie van de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve.

§ 4. De personeelsleden van de N.L.M., die het vragen, worden naar de S.R.W.L. overgebracht. Insgelijks worden de personeelsleden die het vragen overgebracht naar de O.W.D.R.

§ 5. Voor de toepassing van §§ 3 en 4 van dit artikel nodigt de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest de personeelsleden uit per dienstregeling toegestuurd als aangetekend schrijven hem, volgens dezelfde procedure en binnen dertig dagen na het versturen van deze brief, mee te delen of zij, naargelang het geval, wensen overgedragen te worden naar een betrekking van de organieke personeelsformatie van de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve, van de S.R.W.L. of van de O.W.D.R.

Art. 3. § 1. Wanneer de in artikel 2 voorziene overdrachtsprocedures afgesloten zijn en met het oog op hun aanstelling in elke instelling of ministerie, worden de personeelsleden met de vereiste kwalificatie per graad volgens de hiernavolgende rangschikking geklasseerd en overgebracht volgens deze rangschikking naar een betrekking die met hun graad overeenstemt :

1° de statutaire ambtenaren;

2° de stagiairs;

3° de tijdelijke ambtenaren;

4° de personeelsleden aangeworven met een arbeidscontract.

§ 2. In elke der in § 1 opgesomde groepen worden de personeelsleden gerangschikt als volgt :

1° het personeelslid met de hoogste niveauanciënniteit;

2° bij gelijke niveauanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid.

De dienstanciënniteit van het personeelslid, die de hoedanigheid van statutaire ambtenaar heeft, bestaat uit de periode gedurende dewelke hij op enige manier dan ook en zonder vrijwillige onderbreking deel uitmaakte van de N.H.M. of van de N.L.M. als titularis van een functie met volledige prestaties.

Art. 4. § 1. De in artikel 2 bedoelde overdrachten zijn geenszins nieuwe benoemingen of overdrachten in de zin van het statuut van het personeel.

De overgedragen personeelsleden bewaren hun hoedanigheid, graad, bestuurs- en geldelijke anciënniteit. Onverminderd de bepalingen van § 2, behouden zij ook de uitkeringen, vergoedingen of premies en de andere voordelen die zij bij de N.M.H. of bij de N.L.M. genoten krachtens de reglementering die zij hun toekende.

Zij blijven de voordelen van de sociale dienst behouden tot zij kunnen genieten van de voordelen van de sociale dienst bij de S.R.W.L., de O.W.D.R. of binnen de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve, naargelang het geval.

§ 2. Wanneer een personeelslid een hoger ambt bij de N.M.H. of bij de N.L.M. uitoefende, wordt er, bij zijn overdracht, enkel rekening gehouden met zijn statutaire graad. Indien hij bij de S.R.W.L., O.W.D.R. of binnen de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve, vanaf de datum van zijn overdracht en zonder onderbreking, opnieuw hetzelfde hoger ambt moet uitoefenen als hetwelk hij bij de N.M.H. of bij de N.L.M. uitoefende, wordt hij geacht de vorige functie uit te oefenen bij toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen.

§ 3. De ambtenaren onderworpen aan het koninklijk besluit van 7 augustus 1989 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel behouden, na hun overdracht, de laatste beoordeling die hun gegeven werd.

Deze beoordeling blijft geldig tot de volgende beoordeling.

Indien een ambtenaar een aanvraag om herziening van zijn beoordeling ingediend heeft op de datum van zijn overdracht krachtens dit besluit loopt de procedure verder in zijn nieuwe dienst.

De bepalingen van het eerste en derde lid zijn ook van toepassing op de ambtenaren van niveau 4, die het onderwerp zijn van een ongunstige melding.

§ 4. De statutaire ambtenaren behouden na hun overdracht hun aansprakelijkheid op de bevordering die zij verworven hebben door het slagen van een toegangsexamen naar het hoger niveau of van een door de N.M.H. of de N.L.M. ingericht examen voor de verhoging van graad.

Wat hun rangschikking betreft, worden deze laureaten geacht dit examen te hebben afgelegd in hun nieuwe dienst.

Indien de processen-verbaal van de examens op dezelfde datum afgesloten werden, worden de laureaten onder elkaar geplaatst alsof zij aan hetzelfde examen hebben deelgenomen.

Indien de processen-verbaal van de examens op verschillende datum's afgesloten werden, wordt de voorkeur gegeven aan de laureaat van de wedstrijd waarvan het proces-verbaal het vroegste afgesloten werd.

Art. 5. De Ministers tot wiens bevoegdheden het Gewestelijk Openbaar Ambt, de Huisvesting en de Ruilverkavelingen behoren, worden, ieder wat hun betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 juli 1991

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 92 — 464

12 DECEMBER 1991. — Verordening houdende belasting met betrekking tot de aanvullende opcentiemen op de provinciebelasting op de drijfkraft (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze verordening regelt een aangelegenheid bedoeld bij artikel 198ter, § 2, van de Grondwet.

Art. 2. Vanaf 1 januari 1992 worden er jaarlijks ten bate van Agglomeratie 100 opcentiemen op de provinciebelasting op de drijfkraft geheven.

Art. 3. De opcentiemen zullen geïnd worden door de Ontvanger belast met de invordering van de provinciale belastingen.

Art. 4. Er wordt desgevallend aan voornoemde Ontvanger een vergoeding van 45 centiemen toegekend per kohierartikel dat verbeterd werd ingevolge de laattijdige berekening van de bedragen van de opcentiemen.

(1) Gewone zitting 1991-1992.

Dokumenten van de Raad. — A — 154/1. — Ontwerp van verordening. — A — 154/2. — Verslag.

Volledig verslag. — Bespreking, Vergaderingen van 26, 27, 28 en 29 november 1991. — Aanneming, Vergadering van 29 november 1991.

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 92 — 464

12 DECEMBRE 1991. — Règlement portant taxe en matière de centimes additionnels à la taxe provinciale sur la force motrice (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent règlement règle une matière visée à l'article 198ter, § 2, de la Constitution.

Art. 2. Il sera perçu annuellement, à partir du 1^{er} janvier 1992, au profit de l'Agglomération, 100 centimes additionnels à la taxe provinciale sur la force motrice.

Art. 3. Les centimes additionnels seront perçus par le Receveur chargé du recouvrement des impôts provinciaux.

Art. 4. Il est accordé, le cas échéant, audit Receveur, une indemnité de 45 centimes par article de rôle rectifié par suite d'une notification tardive du taux des centimes additionnels.

(1) Session ordinaire 1991-1992.

Documents du Conseil. — A — 154/1. — Projet de règlement. — A — 154/2. — Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion. Séances des 26, 27, 28 et 29 novembre 1991. — Adoption. Séance du 29 novembre 1991.